

Consulter les lois et règlements allemands par des autorités étrangères



En général

Ce dépliant donne un aperçu de quelques bases de données/sites web utiles qui peuvent être utilisés pour consulter la législation et la jurisprudence allemandes. Tout d'abord, un aperçu des bases de données relatives aux lois du gouvernement fédéral et des Länder est donné. Ensuite, certaines bases de données sont présentées, qui permettent également de rechercher des décisions individuelles des tribunaux.

Bases de données pour le droit fédéral et le droit des entités fédérées

Gesetze im Internet

[Gesetze im Internet](#) est une base de données du ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs, qui fournit gratuitement la quasi-totalité du droit fédéral dans sa version actuelle. Les lois et règlements sont affichés dans la version allemande officielle. Les recherches ne peuvent être effectuées qu'en allemand. Toutefois, une traduction anglaise non officielle est disponible pour une sélection de textes importants. Une recherche gratuite du droit fédéral est également possible via le [juris-Verlag](#).

Matériel législatif

Tous les documents officiels du processus législatif, tels que les procès-verbaux des séances plénières et les projets de loi du Bundestag allemand, sont accessibles gratuitement via le [Dokumentations- und Informationssystem \(DIP\)](#). Le site web peut également être affiché en anglais et en français, mais les recherches ne sont possibles qu'en allemand. Les parlements des Länder disposent également d'une offre gratuite correspondante pour le matériel législatif des seize Länder, mais celle-ci n'est également disponible qu'en allemand. La documentation se trouve, par exemple, sur le site du [parlement du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie](#).

Bases de données pour le droit des entités fédérées

Chacun des seize États allemands offre sa propre base de données pour les textes juridiques de l'État. Dans certains cas, le ministère de l'intérieur du Land fournit le site web, comme c'est le cas en Rhénanie-du-Nord-Westphalie avec la base de données [recht.nrw.de](#). Dans certains États fédéraux, le juris-Verlag fournit la base de

données correspondante. Dans tous les cas, les bases de données sont accessibles gratuitement et indiquent les versions actuelles des normes. Une recherche historique est également possible.

Bases de données pour la juridiction

La possibilité de rechercher les lois et les décisions de tribunaux allemands en langue allemande, pour la plupart gratuitement, est offerte par des offres commerciales comme par exemple [dejure.org](#). Si la recherche est fructueuse, le site web affiche des liens vers des sites web gratuits et payants qui proposent les lois et décisions respectives. Pour les décisions du pouvoir judiciaire, la base de données affiche également des références à des revues de littérature. Des recherches complètes sur les textes juridiques, les décisions de jurisprudence et la littérature sont également disponibles en allemand, contre rémunération, par le biais des offres commerciales du [juris-Verlag](#), de la base de données [beck-online](#) ou de l'offre de [Haufe](#).

Les tribunaux eux-mêmes mettent également leurs décisions à disposition sur leur propre site web. Par exemple, le site de la [Court constitutionnelle fédérale](#) propose



This project is funded by the European Union's Internal Security Fund - Police



Bezirksregierung Köln



Ministerie van Justitie en Veiligheid



une recherche de ses propres décisions concernant le droit constitutionnel, également en anglais. De nombreuses décisions sont disponibles en anglais. Les Länder proposent également des portails en langue allemande pour la recherche des juridictions étatiques, comme par exemple la fonction de recherche du site [Justiz-Online](#) pour le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Des questions ou des informations supplémentaires?
Contacter l'EURIEC

T: +31 (0)88 16 87 380
E: euriec.rik.limburg@politie.nl
W: www.euriec.eu



This project is funded
by the European Union's
Internal Security Fund - Police



Bezirksregierung Köln



Ministerie van Justitie en Veiligheid

